

## CAMEROUN

Révélations sur un scandale de 50 milliards FCFA, de lourds soupçons planent

## TOGO

Tête à tête Faure Gnassingbé - Jean-Noël Barrot à Lomé, l'AES au centre des échanges

## AFRIQUE DU SUD

Kemi Seba demeure en détention, une affaire aux ramifications internationales explosives

## BURKINA FASO

Le gouvernement suspend l'importation du riz jusqu'à nouvel ordre

## CÔTE D'IVOIRE

Bloomfield Intelligence confirme l'ascension économique par un "risque pays" en baisse

**GRAND  
FORMAT**

**MALI**

**ASSAULTS TERRORISTES AU  
MALI : RETOUR SUR UN WEEK-  
END DE TERREUR ET DE SANG**

# Table des matières

## **03** EDITO

## **04** POLITIQUE

Plongez au cœur des dynamiques politiques du continent : entre alternances contestées, réformes institutionnelles et stratégies de pouvoir, un panorama lucide des enjeux du moment.

## **12** ÉCONOMIE

Décryptage des tendances économiques qui façonnent l'Afrique d'aujourd'hui – croissance, innovation, dette et nouveaux partenariats au menu de cette section essentielle.

## **15** GRAND FORMAT

Une immersion au cœur d'un affrontement sécuritaire majeur au Mali : comment la série d'attaques récentes contre des positions militaires et civiles révèle les fragilités structurelles de la souveraineté sécuritaire du pays, entre ambitions de stabilisation nationale, autorité de l'État et dépendances héritées des dynamiques géopolitiques et militaires sahéliennes.

## **19** SOCIÉTÉ

Regards croisés sur les mutations sociales, culturelles et générationnelles d'une Afrique en mouvement – entre traditions, modernité et nouveaux récits.

# EDITO



**DR.  
EMMANUEL MIAN**

Directeur de publication Hamaniè

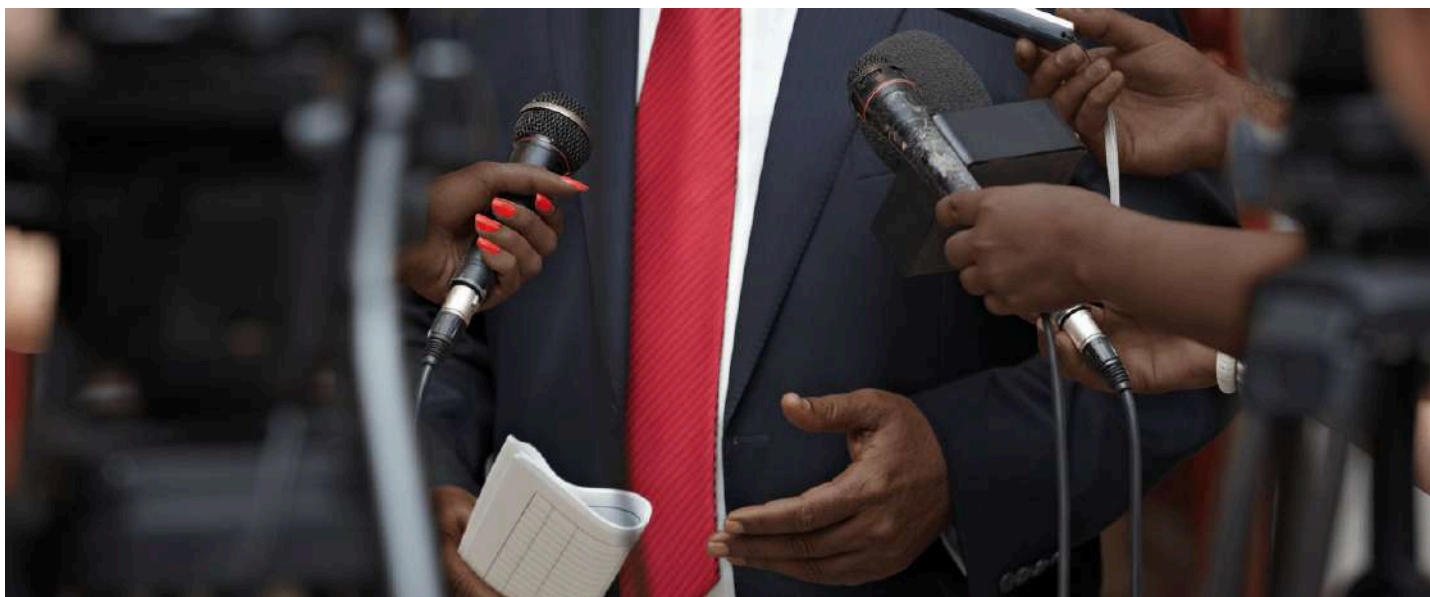
Chaque numéro d'Hamaniè est une invitation à comprendre notre monde autrement. À prendre le temps de lire, de réfléchir, d'analyser — loin du vacarme et des réactions instantanées. Dans un contexte où l'information circule à une vitesse folle, Hamaniè choisit de ralentir pour mieux voir, mieux dire, mieux comprendre.

Notre ambition est simple : éclairer sans juger, informer sans distraire, relier sans diviser. À travers nos enquêtes, analyses et portraits, nous cherchons à donner sens à l'actualité, à valoriser les idées neuves, et à mettre en avant celles et ceux qui bâtissent l'Afrique d'aujourd'hui et de demain.

Ce numéro s'inscrit dans cette même exigence : celle de la rigueur, de la curiosité et du dialogue. Que vous soyez lecteur fidèle ou nouvel arrivant dans la communauté Hamaniè, nous espérons que ces pages nourriront votre réflexion autant qu'elles ont nourri notre passion à les concevoir.

Bienvenue dans Hamaniè — là où l'information reprend tout son sens.

*Emmanuel Mian*



**01** **TOGO**  
Tête à tête Faure Gnassingbé - Jean-Noël Barrot à Lomé, l'AES au centre des échanges

**03** **CAMEROUN**  
Révélations sur un scandale de 50 milliards FCFA, de lourds soupçons planent

**05** **TCHAD**  
Huit opposants écroués, le bras de fer politique s'intensifie

**07** **CÔTE D'IVOIRE**  
Abidjan exclut toute intervention sans demande officielle et anticipe un afflux de réfugiés

**02** **BURKINA FASO**  
Face aux menaces djihadistes, un recrutement massif de 100.000 civils annoncé pour renforcer l'armée

**04** **MALI**  
Paris invite ses ressortissants à quitter le pays "dès que possible"

**06** **AFRIQUE DU SUD**  
Kemi Seba demeure en détention, une affaire aux ramifications internationales explosives

# Togo-France : Tête à tête Faure Gnassingbé – Jean-Noël Barrot à Lomé, l’AES au centre des échanges

À Lomé, la diplomatie togolaise confirme son sens de l'équilibre. En recevant le 23 avril 2026 le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, le président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a illustré une stratégie désormais assumée : dialoguer avec tous, sans s'aligner entièrement sur aucun camp.

Cette visite intervient dans un contexte particulier, marqué par la récente présentation à Lomé de la stratégie togolaise pour le Sahel (2026-2028). Ce document, porté par le chef de la diplomatie togolaise Robert Dussey, positionne le pays comme un acteur pivot entre les États sahéliens et leurs partenaires internationaux. L'ambition est claire : faire du Togo un espace de dialogue, mais aussi une plateforme logistique essentielle pour les pays enclavés de la région.

Au cœur des échanges entre Lomé et Paris, la question sahélienne s'est imposée comme prioritaire. Le ministre français a salué le rôle « déterminant » que joue le Togo dans une région en pleine recomposition, notamment auprès des pays de l'Alliance des États du Sahel (AES) composés du Mali, du Burkina Faso et du Niger, qui ont pris leurs distances avec la CEDEAO et rompu avec la présence militaire française.

Dans ce jeu d'équilibriste, le Togo maintient ses liens historiques avec la France, tout en renforçant ses relations avec des voisins engagés dans une dynamique de rupture vis-à-vis des partenaires occidentaux. Une posture qui traduit une volonté de médiation, mais aussi un pragmatisme économique, notamment autour du rôle stratégique du port de Lomé pour les échanges régionaux.

Au-delà du Sahel, les discussions ont également porté sur des enjeux internationaux plus larges, notamment la situation au Iran et au Moyen-Orient. Aucun accord concret n'a été annoncé, mais les deux parties ont affiché leur volonté de poursuivre un dialogue étroit.

Reste désormais l'épreuve des faits. La stratégie sahélienne du Togo, saluée par ses partenaires, devra prouver son efficacité sur le terrain. Un premier bilan est attendu d'ici 2028, et pourrait confirmer ou non la capacité de Lomé à s'imposer comme un acteur incontournable dans une région en quête de stabilité.



# Burkina Faso : Face aux menaces djihadistes, un recrutement massif de 100.000 civils annoncé pour renforcer l'armée

Au Burkina Faso, la lutte contre l'insécurité franchit un nouveau cap. Les autorités ont annoncé leur intention de mobiliser jusqu'à 100 000 civils d'ici la fin de l'année 2026 afin de renforcer les capacités des forces armées, confrontées à une pression constante sur plusieurs fronts.

Portée par le ministre de la Défense, Célestin Simporé, cette initiative repose sur une idée simple: élargir la base de défense nationale en permettant à un grand nombre de citoyens de participer à l'effort sécuritaire. Le projet vise à constituer une réserve structurée, capable d'être déployée rapidement en cas de besoin, tout en bénéficiant d'une formation adaptée.

Depuis plusieurs années, le pays dirigé par le capitaine Ibrahim Traoré fait face à des attaques répétées de groupes armés liés à Al-Qaïda et à l'État islamique. Cette insécurité persistante fragilise de nombreuses régions et met à rude épreuve une armée déjà fortement sollicitée.

Dans ce contexte, l'implication de civils n'est pas une nouveauté.

Les Volontaires pour la défense de la patrie (VDP) jouent déjà un rôle crucial sur le terrain, souvent en première ligne face aux attaques. Le nouveau plan entend aller plus loin en structurant cet engagement, en le rendant plus encadré et plus durable.

Au-delà de la dimension militaire, cette stratégie s'inscrit dans une volonté politique affirmée, celle de renforcer la souveraineté nationale et promouvoir une forme de mobilisation patriotique. Le texte législatif encadrant cette initiative devrait être examiné par une assemblée largement acquise aux autorités de transition.

Cette montée en puissance intervient alors que la région du Sahel reste sous tension. Aux côtés du Mali et du Niger, le Burkina Faso consolide son engagement au sein de l'Alliance des États du Sahel, tout en diversifiant ses partenariats sécuritaires, notamment avec Russie.

Face à une menace diffuse et durable, le pays semble ainsi faire le pari d'une défense élargie, où l'implication des citoyens devient un pilier central de la stratégie nationale.



# Visite du Pape au Cameroun : Révélations sur un scandale de 50 milliards FCFA, de lourds soupçons planent

La visite du pape Léon XIV au Cameroun, présentée comme un moment spirituel majeur et une opportunité diplomatique pour le pays, se retrouve aujourd'hui au cœur d'une vive controverse. Selon des révélations du média Jeune Afrique, le coût global de ce séjour de quatre jours atteindrait près de 50 milliards de francs CFA. Une somme colossale qui suscite interrogations et indignation.

Officiellement, la visite du souverain pontife s'inscrivait dans une tournée africaine comprenant également l'Algérie, l'Angola et la Guinée équatoriale. Mais au Cameroun, l'ampleur des dépenses engagées semble sans commune mesure avec les standards habituels pour ce type d'événement. Entre la mobilisation sécuritaire, la logistique, l'hébergement des délégations et les travaux d'aménagement, les chiffres avancés interrogent sur la gestion des fonds publics.



D'après les sources citées par Jeune Afrique, plusieurs marchés liés à l'organisation de la visite auraient été attribués dans des conditions peu transparentes. Des entreprises proches de certaines sphères de pouvoir auraient bénéficié de contrats sans appels d'offres réguliers, alimentant les soupçons de favoritisme et de détournement.

Cette opacité s'étend également à la gestion des ressources matérielles. Des allégations évoquent notamment l'utilisation d'or prélevé sur des fonds publics pour financer certains aspects de la visite, une pratique qui, si elle était confirmée, constituerait un grave précédent.

Autre point troublant, la présence supposée de délégations étrangères fictives. Toujours selon les révélations du média, certaines listes de participants auraient été artificiellement gonflées afin de justifier des dépenses supplémentaires en hébergement, transport et restauration. Un mécanisme classique dans les affaires de surfacturation, mais particulièrement choquant dans le cadre d'une visite à caractère religieux.

Ironie de la situation, le pape Léon XIV avait lui-même exhorté, lors de son passage, les autorités et les fidèles à « briser les chaînes de la corruption ». Un message fort qui résonne aujourd'hui avec une acuité particulière, alors que les soupçons s'accumulent autour de l'organisation même de sa visite.

Face à l'ampleur des révélations, la pression monte pour l'ouverture d'enquêtes indépendantes. Dans un contexte où la gouvernance et la transparence restent des enjeux majeurs, cette affaire pourrait devenir un test décisif pour les institutions camerounaises.

Au-delà du scandale potentiel, cette polémique met en lumière un problème plus profond : celui de la gestion des ressources publiques dans plusieurs pays africains, où les grands événements servent parfois de prétexte à des dérives financières. Une situation qui contraste fortement avec les attentes des populations et les appels répétés à plus de rigueur et d'intégrité.

# Paris invite ses ressortissants à quitter le pays «dès que possible»



La France a appelé ses ressortissants présents au Mali à envisager un départ temporaire « dès que possible », en profitant des liaisons commerciales encore accessibles. Cette recommandation, mise à jour le 29 avril par le ministère des Affaires étrangères, intervient dans un contexte de forte dégradation sécuritaire.

Selon le Quai d'Orsay, la situation reste « extrêmement volatile » depuis les attaques coordonnées survenues les 25 et 26 avril dans plusieurs localités, y compris la capitale, Bamako. Ces violences, attribuées notamment au Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (Jnim) et au Front de libération de l'Azawad (FLA), ont accentué les inquiétudes des autorités françaises. Le ministère rappelle par ailleurs qu'il est formellement déconseillé de se rendre dans le pays, quel qu'en soit le motif.

Dans ce climat tendu, les Français encore sur place sont invités à limiter leurs déplacements, à rester chez eux autant que possible et à maintenir un contact régulier avec leurs proches. Les autorités insistent sur la nécessité de suivre de près l'évolution de la situation.

Environ 4 200 ressortissants français sont actuellement inscrits au registre consulaire, auxquels s'ajouteraient près de 3 000 non-inscrits. Une grande partie d'entre eux sont des binationaux résidant principalement à Bamako.

De son côté, le chef de la junte malienne, Assimi Goïta, s'est exprimé à la télévision nationale le 28 avril, qualifiant la situation d'« extrême gravité » tout en assurant qu'elle était désormais sous contrôle.

Malgré ces déclarations, les récents affrontements ont eu des conséquences majeures, notamment la mort du ministre de la Défense, Sadio Camara, et la prise de contrôle de la ville de Kidal par des groupes rebelles, illustrant la fragilité persistante du contexte sécuritaire dans le pays.

# Tchad : Huit opposants écroués, le bras de fer politique s'intensifie

La tension politique a franchi un nouveau palier à N'Djamena. Huit figures de l'opposition ont été placées en détention provisoire, mardi 28 avril, à l'issue de plusieurs jours de garde à vue. Ces responsables appartiennent au Groupe de concertation des acteurs politiques (GCAP), principale coalition opposée au président Mahamat Idriss Déby.

Après leur arrestation samedi, les opposants ont été présentés au parquet avant d'être transférés à la maison d'arrêt de Klessoum. Leur avocat, Olivier Reounodji, a confirmé leur placement en détention provisoire.

Le procureur de la République, Moussa Abdelkerim Saleh, a détaillé les chefs d'accusation : « association de malfaiteurs », « mouvement insurrectionnel », « rébellion » et « détention illégale d'armes de guerre ». Des qualifications particulièrement graves qui traduisent la fermeté des autorités dans ce dossier.

Ces arrestations interviennent dans un contexte de confrontation croissante entre le pouvoir et le GCAP. La coalition avait récemment appelé à une manifestation prévue le 2 mai, finalement interdite par les autorités. Quelques jours plus tôt, le gouvernement avait acté la dissolution du mouvement, invoquant des troubles à l'ordre public et s'appuyant sur une décision de justice.

Le GCAP, qui rassemble plusieurs partis politiques et acteurs de la société civile, s'est imposé comme l'un des principaux relais de contestation depuis l'élection présidentielle de 2024. Il critique régulièrement la transparence des scrutins et appelle à une mobilisation accrue contre le pouvoir.

Depuis l'accession au pouvoir de Mahamat Idriss Déby, les relations avec l'opposition n'ont cessé de se dégrader. Les partis contestataires dénoncent un rétrécissement de l'espace démocratique et des restrictions des libertés publiques.

De leur côté, des organisations internationales, dont Human Rights Watch, pointent une répression qu'elles jugent de plus en plus systématique. Arrestations, interdictions de manifestations et dissolution de mouvements politiques alimentent les critiques sur la gouvernance actuelle.

Dans ce contexte déjà tendu, l'incarcération de ces huit opposants pourrait accentuer les crispations et raviver les tensions politiques dans le pays.



# Afrique du Sud : Kemi Seba demeure en détention, une affaire aux ramifications internationales explosives

Arrêté à Pretoria à la mi-avril, l'activiste et influenceur Kemi Seba demeure en détention provisoire, alors que son sort judiciaire continue de susciter de vives tensions. Initialement attendue cette semaine, la décision concernant une éventuelle libération sous caution a été repoussée au 11 mai par la justice sud-africaine.

Lors de l'audience tenue mercredi, le tribunal a choisi de différer son jugement, prolongeant ainsi l'incertitude autour de l'activiste. Le ministère public s'oppose fermement à sa remise en liberté, avançant des accusations graves, notamment une implication présumée dans des projets d'attaques terroristes en Europe. Des allégations que l'intéressé conteste catégoriquement, tout comme son équipe de défense, qui dénonce un dossier à charge. L'interpellation de Kemi Seba s'inscrit dans un contexte déjà sensible. Les autorités affirment qu'il tentait de quitter clandestinement le territoire sud-africain après l'expiration de son visa. L'opération ayant conduit à son arrestation aurait impliqué une infiltration, avec la participation d'un militant sud-africain soupçonné d'avoir organisé un passage illégal vers le Zimbabwe.

Au-delà des circonstances de l'arrestation, l'affaire prend une dimension internationale. Les enquêteurs indiquent avoir saisi d'importantes sommes d'argent, dont l'origine fait l'objet d'investigations. Des pistes évoquent notamment d'éventuels liens avec la Russie, sans qu'aucune conclusion officielle n'ait encore été rendue publique. Parallèlement, le Bénin a formulé une demande d'extradition, accusant l'activiste d'avoir soutenu une tentative de coup d'État sur son territoire en décembre dernier.

Personnalité clivante, Kemi Seba, de son vrai nom Stellio Gilles Robert Capo Chichi, s'est imposé comme une figure influente, notamment auprès de certains mouvements panafricanistes et de régimes militaires au Sahel. Déchu de sa nationalité française en 2024, il dispose désormais d'un passeport diplomatique nigérien et a récemment sollicité l'asile politique en Afrique du Sud.

Dans ce contexte mêlant enjeux judiciaires, politiques et diplomatiques, la décision attendue le 11 mai pourrait marquer un tournant déterminant. D'ici là, l'activiste reste derrière les barreaux, au centre d'une affaire aux multiples ramifications.



# Attaques au Mali : Abidjan exclut toute intervention sans demande officielle et anticipe un afflux de réfugiés

La réponse d'Abidjan aux récents événements au Mali se veut mesurée, presque prudente, mais sans ambiguïté sur le fond. Après les attaques coordonnées du 25 avril, la Côte d'Ivoire a clairement posé ses lignes rouges : pas d'intervention sans démarche officielle de Mali.

Lors du Conseil des ministres du mercredi 29 avril, le porte-parole du gouvernement, Amadou Coulibaly, a résumé la position ivoirienne en une formule simple : toute coopération suppose un cadre formel. Autrement dit, Abidjan ne prendra aucune initiative unilatérale, même face à une situation sécuritaire jugée préoccupante dans le pays voisin.

Les attaques du 25 avril ont marqué un tournant. Menées conjointement par le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans et le Front de libération de l'Azawad, elles ont visé plusieurs grandes villes, dont Bamako et Kidal. Le bilan est lourd, avec notamment la mort du ministre malien de la Défense, Sadio Camara, lors d'une attaque suicide à Kati.

À Kidal, les assaillants ont brièvement pris l'ascendant, contraignant les forces maliennes et leurs alliés à se replier sur une base militaire. Malgré cela, les autorités maliennes assurent garder le contrôle global de la situation à l'échelle nationale.

Face à cette instabilité, la posture ivoirienne s'inscrit dans une logique de retenue stratégique. Aucun engagement militaire ou logistique ne sera envisagé sans une requête explicite de Bamako. À ce stade, aucune demande n'a été formulée.

Cette position traduit une volonté d'éviter toute implication directe non sollicitée, mais aussi de préserver les cadres diplomatiques classiques entre États souverains.

Au-delà de l'aspect militaire, Abidjan se prépare à un autre scénario : celui d'un afflux de populations fuyant les zones de conflit. Le gouvernement ivoirien reconnaît que la dégradation de la situation pourrait provoquer des mouvements migratoires vers son territoire.

Des dispositifs d'accueil et d'assistance seraient déjà en cours de mobilisation pour faire face à cette éventualité, signe que les autorités privilégient également une réponse humanitaire.

Sur le plan sécuritaire, la Côte d'Ivoire insiste sur le renforcement continu de ses frontières. Sans entrer dans les détails, les autorités affirment que les mécanismes de contrôle sont pleinement opérationnels pour prévenir toute infiltration ou débordement du conflit.

Enfin, Abidjan réaffirme son attachement à une réponse collective. Le pays dit s'aligner sur les positions de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et de l'Union africaine, privilégiant ainsi une coordination régionale plutôt qu'une action isolée.

Dans un contexte marqué par l'instabilité et les recompositions sécuritaires au Sahel, cette stratégie traduit un équilibre entre vigilance, souveraineté et coopération.



# Côte d'Ivoire : Bloomfield Intelligence confirme l'ascension économique par un "risque pays" en baisse

Dans un contexte international marqué par des incertitudes persistantes, des tensions géopolitiques, la volatilité des marchés financiers et le ralentissement de certaines grandes économies, la Côte d'Ivoire continue de tracer une trajectoire économique remarquable. La dernière note de risque pays publiée par l'entreprise de notation financière Bloomfield Intelligence vient confirmer cette dynamique positive.

Avec une évaluation portée à 6,5/10, contre 6,3 en 2025, le pays est désormais classé dans la catégorie risque faible. Cette progression, bien que modérée, constitue un signal fort pour les investisseurs et les partenaires économiques internationaux. Elle traduit la consolidation des fondamentaux macroéconomiques et une gestion globalement prudente des équilibres économiques.

L'un des piliers majeurs de cette amélioration réside dans la solidité de la croissance ivoirienne. Avec un taux de 6,5 % en 2025 et une projection de 6,7 % en 2026, la Côte d'Ivoire se maintient parmi les économies les plus dynamiques du continent africain. Cette performance repose sur plusieurs facteurs que sont, la diversification progressive de l'économie (agriculture, industrie, services), les investissements soutenus dans les infrastructures, une consommation intérieure relativement solide, et un climat des affaires en amélioration continue.

Ces éléments contribuent à renforcer la capacité du pays à absorber les chocs externes, un critère clé dans la note du risque pays.

Selon Stanislas Zézé, dirigeant de la structure Bloomfield, cette évolution traduit « une résilience structurelle de l'économie ivoirienne et une attractivité croissante pour les investisseurs ».

Cette déclaration met en lumière un aspect essentiel : la perception du risque ne repose pas uniquement sur des indicateurs chiffrés, mais aussi sur la confiance que suscite le pays auprès des acteurs économiques.

La stabilité politique relative, les réformes engagées dans la gouvernance publique et les efforts en matière de transparence financière jouent également un rôle déterminant dans cette crédibilité accrue.

Si la note de 6,5/10 reflète une situation globalement favorable, elle n'exclut pas certains défis structurels. Parmi les points de vigilance, l'on note la dépendance partielle aux matières premières, notamment le cacao, les pressions inflationnistes importées, la nécessité de poursuivre les réformes structurelles et les enjeux liés à l'emploi des jeunes et à l'inclusion sociale.

Ces facteurs pourraient, s'ils ne sont pas maîtrisés, peser sur l'évolution future du risque pays.

En définitive, la note de risque pays 2026 confirme que la Côte d'Ivoire s'inscrit dans une dynamique de consolidation et d'attractivité. Pour les investisseurs, elle représente un environnement relativement sécurisé, soutenu par une croissance vigoureuse et des perspectives économiques favorables.

Dans un monde où la gestion du risque est devenue centrale dans les décisions d'investissement, la performance ivoirienne illustre qu'une stratégie économique cohérente et une gouvernance maîtrisée peuvent transformer les défis en opportunités durables.





# GRAND FORMAT

—MALI—

**ASSAULTS TERRORISTES AU MALI : RETOUR SUR UN WEEK-END DE  
TERREUR ET DE SANG**

Le Mali a vécu, samedi 25 et dimanche 26 avril 2026, l'un des épisodes les plus violents de son histoire récente. En l'espace de quelques heures, une série d'attaques coordonnées a plongé le pays dans un climat de peur, révélant la fragilité persistante de l'État face aux groupes armés. Ce week-end sanglant marque un tournant majeur dans la crise sécuritaire du Sahel.

## Un pays sous pression permanente

Depuis plus d'une décennie, le Mali est au cœur d'un conflit multidimensionnel mêlant terrorisme, rébellions indépendantistes et rivalités géopolitiques. Les attaques d'avril 2026 s'inscrivent dans la continuité de la guerre du Mali, opposant l'État aux groupes jihadistes et rebelles.

Deux acteurs majeurs dominent cette offensive, à savoir, le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (JNIM), affilié à Al-Qaïda et le Front de libération de l'Azawad (FLA), mouvement indépendantiste touareg. Ces deux forces, pourtant idéologiquement différentes, ont scellé une alliance tactique pour affaiblir le pouvoir central.

Les attaques débutent le samedi 25 avril avec une coordination sans précédent. Plusieurs villes stratégiques sont simultanément visées. Bamako, la capitale, Kati, le fief militaire, Gao, Mopti et Sévaré qui constituent des centres névralgiques et Kidal, ville stratégique dans le nord. Les assaillants utilisent une combinaison d'armes lourdes, de drones, de véhicules piégés et d'assauts terrestres.

L'un des événements les plus marquants est l'assassinat du ministre de la Défense, le général Sadio Camara, tué dans un attentat suicide visant sa résidence à Kati. Cette attaque symbolique vise directement le sommet de l'appareil sécuritaire malien.

En quelques heures, les combats s'étendent à tout le territoire. L'aéroport de Bamako est pris pour cible, des bases militaires sont attaquées. Plusieurs villes du nord tombent sous contrôle rebelle, notamment Kidal. Les insurgés revendiquent des avancées significatives et la prise de positions militaires clés.



Les observateurs s'accordent à dire qu'il s'agit de la plus grande offensive coordonnée depuis 2012. Plusieurs éléments expliquent son caractère exceptionnel. Tout d'abord, la coordination simultanée sur plusieurs fronts, ensuite, l'alliance entre jihadistes et rebelles touareg, l'usage de technologies modernes (drones, explosifs sophistiqués), enfin, la capacité à frapper jusque dans la capitale. Plus de 1 000 combattants auraient été mobilisés selon certaines estimations.

Le bilan reste difficile à établir avec précision, mais plusieurs éléments sont confirmés. Des chiffres non définitifs faisaient état d'au moins 23 morts (militaires et civils), de nombreux blessés, des infrastructures stratégiques endommagées et un hélicoptère militaire abattu dans la région de Gao. Les morgues, notamment à Sévaré, ont été rapidement saturées, illustrant la violence des affrontements.

Ces attaques représentent un revers majeur pour les autorités de transition dirigées par Assimi Goïta. Malgré le soutien de partenaires étrangers, notamment russes, la junte apparaît vulnérable.



L'on a assisté aux premières heures entre autres, au retrait ou repositionnement des forces alliées notamment Africa Corps dans certaines zones, la perte de contrôle de territoires stratégiques, l'incapacité à empêcher des infiltrations massives. Les attaques ont en un mot, mis en lumière les limites du dispositif sécuritaire actuel.

Les groupes armés poursuivent plusieurs objectifs. Ils veulent chasser l'armée malienne et ses alliés étrangers, contrôler durablement le nord du pays, étendre leur influence vers le centre et le sud,, mettre la pression sur Bamako, voire encercler la capitale. Certains groupes ont même revendiqué vouloir « bloquer Bamako », signe d'une stratégie d'asphyxie du pouvoir central.

Face à la gravité de la situation, le gouvernement malien a décrété un deuil national de deux jours, notamment en la mémoire du général Sadio Camara. Les forces armées ont intensifié leurs opérations, l'ONU et la communauté internationale ont exprimé leur inquiétude. Le risque d'extension régionale de la crise inquiète particulièrement les pays voisins du Sahel.

Ces événements marquent un changement de dynamique. Au cours de cette attaque, l'on a assisté à un passage à des offensives coordonnées à grande échelle, le renforcement des alliances entre groupes armés et la capacité accrue à frapper des cibles stratégiques.

Le Mali entre ainsi dans une phase encore plus instable de son conflit.

### **Le premier ministre malien affiche la fermeté de l'État**

Le premier ministre malien, le général de division Abdoulaye Maïga, lors d'une conférence de presse, tenue le 27 avril à Bamako, a affiché la fermeté de l'État suite à l'assaut terroriste. Il a accusé des « sponsors extérieurs » de soutenir ces tentatives de déstabilisation.

Il a appelé les populations à « ne pas céder à la panique » et promis une « riposte totale ». Abdoulaye Maïga a martelé que les autorités ne céderaient ni à la peur ni au doute, affirmant que la lutte pour la souveraineté se poursuivra.

Introuvable depuis le déclenchement de l'assaut terroriste, le 25 avril, le président de la transition, le général d'armée, Assimi Goita a refait surface le 28 avril et s'est adressé à la nation, après une visite aux blessés à l'hôpital de Kati. Dans son discours, il a affirmé que la situation était désormais « sous contrôle » et que les Forces armées maliennes (FAMa) avaient infligé un « violent coup d'arrêt » aux assaillants.

Il a décrit ces attaques comme un « vaste plan de déstabilisation » impliquant des « soutiens internes et externes ». Assimi Goita a réaffirmé l'engagement du Mali dans la lutte contre le terrorisme avec ses partenaires stratégiques, notamment la Fédération de Russie, et dans le cadre de la Confédération des États du Sahel (AES).

# L'ultime adieu au général Sadio Camara



Le président de la transition a également assuré que ces attaques n'arrêteraient pas la « refondation » du Mali et que les opérations de sécurisation se poursuivraient jusqu'à la neutralisation totale des groupes armés, incluant le JNIM (Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans) et des éléments séparatistes.

Cette sortie visait à rassurer la population et à affirmer le contrôle du gouvernement de transition après une offensive jihadiste d'une ampleur inédite.

Le 30 avril 2026 à Bamako, le général Sadio Camara a reçu un ultime adieu lors de funérailles nationales marquant la fin de deux jours de deuil décrétés au Mali suite à son assassinat par les terroristes.

Les obsèques se sont déroulées dans un cadre militaire officiel, notamment au bataillon du génie militaire de Bamako, en présence des plus hautes autorités, à savoir, le chef de la transition, le général Assimi Goïta, des responsables politiques et militaires maliens, ainsi que des délégations étrangères, notamment du Niger et du Burkina Faso.

Le cercueil, recouvert du drapeau national, a été exposé lors d'une cérémonie retransmise à la télévision, symbolisant un hommage d'État à une figure majeure de l'armée.

Sadio Camara, né en 1979, était une pièce clé de la junte au pouvoir et un acteur déterminant des coups d'État de 2020 et 2021. Lors de la cérémonie d'hommage, il a été élevé à titre posthume au rang de général d'armée. Plusieurs discours ont salué son engagement, son « courage » et son rôle dans la défense de la souveraineté du Mali. Il repose depuis le 30 avril 2026, à Kati

En définitive, le week-end du 25 avril 2026 restera comme un moment charnière dans l'histoire du Mali. Cette vague d'attaques, par son intensité et sa coordination, révèle une montée en puissance inquiétante des groupes armés.

Dans un contexte régional déjà fragile, l'avenir du Mali dépendra de sa capacité à reconstruire une stratégie sécuritaire efficace, tout en évitant une escalade qui pourrait embraser davantage le Sahel.



**01** **TCHAD**  
Flambée des épidémies de rougeole et de méningite à l'est du pays, MSF s'inquiète d'une crise majeure

**02** **BURKINA FASO**  
Le gouvernement suspend l'importation du riz jusqu'à nouvel ordre

# TCHAD : FLAMBÉE DES ÉPIDÉMIES DE ROUGEOLE ET DE MÉNINGITE À L'EST DU PAYS, MSF S'INQUIÈTE D'UNE CRISE MAJEURE



À l'est du Tchad, une crise sanitaire silencieuse prend de l'ampleur, portée par un enchaînement de facteurs qui fragilisent déjà des populations vulnérables. Dans cette région frontalière du Soudan, la propagation simultanée de la rougeole et de la méningite inquiète fortement les équipes de Médecins Sans Frontières, qui décrivent une situation en nette détérioration.

L'origine de cette aggravation tient en grande partie aux mouvements massifs de population. Depuis le déclenchement du conflit soudanais en 2023, des milliers de réfugiés affluent vers le Tchad, s'installant dans des camps souvent surpeuplés. Dans ces espaces précaires, le manque d'eau potable, les conditions d'hygiène limitées et la difficulté d'accès aux soins constituent un terrain idéal pour la diffusion rapide des maladies infectieuses, en particulier chez les plus jeunes.

La ville d'Adré illustre l'ampleur de la crise. En l'espace de quelques semaines, les cas de rougeole y ont connu une hausse spectaculaire, passant de quelques dizaines en début d'année à plusieurs centaines au printemps. La méningite, quant à elle, progresse tout aussi rapidement et s'avère particulièrement meurtrière.

Plusieurs dizaines d'enfants en sont déjà décédés, avec un taux de létalité préoccupant.

Dans les structures de santé locales, la pression est devenue extrême. Les équipes médicales doivent faire face à un afflux constant de patients, souvent dans un état grave. Les complications liées à la rougeole, comme les infections respiratoires sévères, nécessitent des prises en charge urgentes alors que les capacités hospitalières sont déjà saturées.

Pour tenter de freiner la propagation, des campagnes de vaccination ont été déployées avec le soutien des autorités sanitaires. Des dizaines de milliers d'enfants ont ainsi été immunisés contre la rougeole, tandis que plusieurs centaines de milliers de personnes ont reçu un vaccin contre la méningite. Malgré ces efforts, les acteurs humanitaires estiment que la réponse reste insuffisante si elle ne s'inscrit pas dans une stratégie plus durable, incluant un renforcement des soins de base et de la vaccination de routine.

La situation demeure particulièrement préoccupante dans la province du Sila, où la rougeole continue de gagner du terrain. Sans amélioration rapide des conditions de vie et de l'accès aux services de santé, les prochaines semaines pourraient voir la crise s'intensifier davantage, mettant en péril des milliers d'enfants déjà fragilisés.

# BURKINA FASO : LE GOUVERNEMENT SUSPEND L'IMPORTATION DU RIZ JUSQU'À NOUVEL ORDRE

Le gouvernement burkinabè a annoncé, le 29 avril, la suspension de l'importation du riz jusqu'à nouvel ordre, une décision qui s'inscrit dans une dynamique de renforcement de la souveraineté alimentaire et de soutien à la production nationale.

Cette mesure, qui intervient dans un contexte marqué par des défis économiques et sécuritaires, vise à réduire la dépendance du pays vis-à-vis des marchés extérieurs et à encourager les acteurs locaux du secteur agricole.

Selon les autorités, cette suspension temporaire a pour objectif principal de favoriser l'écoulement du riz produit localement. En effet, malgré des efforts consentis ces dernières années pour accroître la production nationale, les producteurs burkinabè peinent souvent à rivaliser avec les prix du riz importé, généralement plus compétitifs. Cette situation fragilise la filière locale et décourage les investissements dans la riziculture.

En limitant l'entrée du riz étranger sur le territoire, le gouvernement espère créer un environnement plus favorable aux producteurs nationaux. Cette mesure pourrait ainsi stimuler la production locale, améliorer les revenus des agriculteurs et renforcer l'autosuffisance alimentaire du pays. Elle s'inscrit également dans une stratégie plus large de valorisation des ressources internes et de transformation structurelle de l'économie.

Toutefois, cette décision soulève également des interrogations. Certains acteurs du commerce et des consommateurs craignent une éventuelle hausse des prix sur le marché local, en particulier si l'offre nationale ne parvient pas à satisfaire la demande. Le riz étant un aliment de base largement consommé, toute perturbation de son approvisionnement pourrait avoir des répercussions directes sur le pouvoir d'achat des ménages.

Face à ces préoccupations, les autorités assurent qu'un suivi rigoureux sera mis en place afin d'éviter toute spéculation ou pénurie. Elles appellent par ailleurs les différents acteurs de la chaîne, notamment les producteurs, les distributeurs et les commerçants à faire preuve de responsabilité pour garantir un approvisionnement stable et des prix accessibles.

En définitive, la suspension de l'importation du riz au Burkina Faso apparaît comme une mesure ambitieuse, porteuse d'espoir pour la production locale, mais qui nécessitera une mise en œuvre maîtrisée. Son succès dépendra largement de la capacité du pays à renforcer rapidement sa production nationale et à organiser efficacement son marché intérieur.



# Contactez-nous aujourd'hui

## Mian Media

✉ [infos@mianmedia.com](mailto:infos@mianmedia.com) | ☎ (+225) 27 22 52 15 43 | ☎ (+225) 07 14 13 25 74

- Web TV & Production audiovisuelle
- Podcast & Studio multimédia
- Édition & presse
- Conseil en image
- Publicité & Communication
- Relations publiques
- Consulting média
- Stratégie digitale & Médias sociaux
- Événementiel
- Partenariats & Sponsoring



## Suivez-nous sur :



visitez : [www.mianmedia.com](http://www.mianmedia.com)

Mian Media

# Hamaniè

N°097-01/05/2026